

Nouvelles d'Avril 2019
Numéro 113

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le GTDH

Commentaires.

Les tenir ou les plier? L'utiliser ou le perdre? Au poker, Hold'em [eux] signifie que vous jouez avec les cartes que vous avez et fold'em signifie que vous les jetez et quittez le jeu. Utilisez-le ou perdez-le est une expression populaire de la culture, faisant souvent allusion à l'activité sexuelle des seniors. Les deux phrases ont quelque chose à nous enseigner sur les Archives des conflits.

Alors que les guerres en Syrie, en Irak et peut-être en Afghanistan diminuent en intensité, les demandes augmentent pour tenir responsables de leurs actes les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. D'énormes quantités d'informations ont été amassées par des organismes officiels tels que la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur la Syrie et une multitude de groupes privés, dont la Commission pour la justice internationale et la responsabilité en Syrie et en Irak, le centre de justice et de responsabilisation de la Syrie, l'Observatoire syrien, le témoin oculaire des associations internationales du Barreau de l'application atrocités, et d'autres. Il n'y a pas de pénurie de preuves.

De façon réaliste, la Cour pénale internationale ne s'occupe pas des affaires découlant de ces conflits; elle poursuit des hauts fonctionnaires et des dirigeants militaires, et non la majorité des personnes qui ont commis des crimes. Les tribunaux des gouvernements locaux et nationaux sont trop faibles ou corrompus pour être justes. Pourtant, les victimes veulent un processus de justice.
https://syriaaccountability.org/updates/2019/04/17/prosecuting-isis-in-northeast-syria/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=e2fc334ad1-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-e2fc334ad1-90540617

Un élément troublant est la décision récente de la Cour pénale internationale sur l'Afghanistan. En novembre 2017, le procureur de la CPI a demandé aux juges "la permission d'ouvrir une enquête sur les crimes de guerre présumés commis dans le conflit afghan, y compris par l'armée américaine", a rapporté *Justiceinfo. net*. En mars 2019, le Secrétaire d'État américain a annoncé: "Si vous êtes responsable de la proposition d'enquête de la CPI sur le personnel des États-Unis dans le cadre de la situation en Afghanistan, vous ne devriez pas supposer que vous avez encore, ou obtiendrez, un visa ou que vous serez [être] autorisés à entrer aux États-Unis". En avril, le visa du procureur de la CPI a été révoqué; les juges de la CPI ont décidé de rejeter la demande du Procureur d'ouvrir une enquête. Un procureur de la CPI récemment parti a déclaré que "les informations sur les crimes présumés par la CIA étaient très fortes", et à la suite de la décision, "nous pourrions voir une situation où une prétendue activité criminelle en vertu du droit international qui a été reconnue par le gouvernement des États-Unis et documenté par d'autres tribunaux, le gouvernement, les ONG et les victimes ne soit pas poursuivie."
<https://www.justiceinfo.net/en/live-feed/40582-us-in-first-sanctions-against-icc.html> ; https://www.upi.com/Top_News/US/2019/04/05/US-denies-entry-for-ICC-prosecutor-under-new-ban/7091554464008/ ; <https://www.justiceinfo.net/en/tribunals/icc/41098-reality-check-for-the-icc-in-afghanistan.html>

Ainsi, le monde accumule un nombre toujours croissant de preuves sur les crimes qui restent impunis, du Sri Lanka à la Papouasie au Rwanda. La liste des seules enquêtes des Nations Unies sur les crimes internationaux graves est longue — Congo, Myanmar, Burundi, Soudan du Sud, etc. et les records existent; voir <http://libraryresources.unog.ch/factfinding/chronolist>. Ajoutez à cela les dossiers des organisations non gouvernementales qui surveillent les conflits et nous avons des records persuasifs des atrocités commises. Devrions-nous dire que parce que cette preuve ne peut pas être utilisée maintenant, nous allons perdre l'occasion de tenir responsable (l'utiliser ou de le perdre)? Ou croyons-nous qu'à plus long terme, il peut y avoir un chemin vers la justice (*Hold'em not fold'em*)?

Nous constatons que de nombreuses années plus tard, des personnes peuvent être tenues responsables. Le Pérou et la Roumanie commencent des procès pour des crimes commis dans les années 1980; l'Argentine a achevé récemment un procès sur des événements en 1976 (voir les points ci-dessous). Le dictateur soudanais, longtemps sous l'inculpation de la CPI, est maintenant en prison; s'il sera transféré à la Haye n'est pas clair. Avoir des records des atrocités commises est essentiel, peut-être surtout pour la justice qui est retardée. Donc, aux archivistes qui gèrent les records des conflits et des enquêtes, le conseil est: Tenez-les.

Nouvelles GTDH. Le Groupe de Travail des Droits de l'Homme a été créé en 2003. Il est devenu un élément permanent du paysage archivistique international, et en avril il est devenu une caractéristique permanente du paysage archivistique international et, en avril, il a demandé au Conseil international des Archives d'être reconnu comme une section officielle de l'ICA, ce qui lui donnerait un siège au Conseil d'administration. Le Conseil d'administration a approuvé provisoirement la demande, et des mesures finales seront prises lors de la réunion annuelle de l'ICA en octobre.

Nouvelles Internationales.

Commission Européenne. La Commission a publié "sept éléments essentiels pour parvenir à une intelligence artificielle digne de confiance". Le troisième est "la confidentialité et la gouvernance des données: les citoyens doivent avoir un contrôle total sur leurs propres données, tandis que les données les concernant ne seront pas utilisées pour nuire ou discriminer à leur égard."
https://ec.europa.eu/commission/news/artificial-intelligence-2019-apr-08_en

Parlement Européen. Le Parlement a adopté une directive sur les lanceurs d'alerte: "la présente directive prévoit une protection contre les représailles pour ceux qui rendent compte des arrangements d'évitement et/ou de violence qui pourraient autrement ne pas être détectés, en vue de renforcer la capacité des autorités compétentes à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur et à supprimer les distorsions et les entraves au commerce qui affectent la compétitivité des entreprises du marché intérieur, directement liées aux règles de libre circulation et également pertinentes pour l'application des règles en matière d'aides d'État." Les principes 15 et 16 du document de travail de l'ICA "Principes de base sur le rôle des archivistes et des gestionnaires de documents à l'appui des droits de l'homme" sont des déclarations sur la protection des lanceurs d'alerte.
http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2018-0398-AM-155-155_EN.pdf

Tribunal pénal international pour le Rwanda. Le ministre Rwandais de la justice a demandé que les archives du Tribunal soient transférées d'Arusha, en Tanzanie, au Rwanda, a rapporté le *New York Times*. Le Président de la Cour a répondu que cela "aiderait les chercheurs, les conférenciers et les familles des survivants du génocide et d'autres personnes à obtenir les renseignements souhaités". Un journaliste britannique a dit: "ce qui s'est passé en 1994, c'est que les ONG sont venues ici [Rwanda] et ont simplement pris des documents. *Human Rights Watch* a encore des copies originales. Tous ces documents appartiennent au peuple rwandais."
<https://www.newtimes.co.rw/news/rwanda-sustain-push-transfer-genocide-archives>

Organisation Mondiale de la Santé (OMS). L'OMS a publié une ligne directrice, "Recommandations sur les interventions numériques pour le renforcement des systèmes de santé", y compris les questions de notification de naissance et de décès par le biais d'appareils mobiles et de "suivi numérique de l'État et des services de santé des patients/clients au sein d'un système de records de santé."
<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/311941/9789241550505-eng.pdf?ua=1>

Nouvelles générales/du monde.

Records du monde des affaires. Une "Déclaration de Genève sur les droits de l'homme en mer" a été publiée par l'organisation non gouvernementale Droits de l'homme en Mer. Rédigée par une équipe internationale de professeurs, elle "a été appuyé par des contributions et des observateurs de plusieurs agences des Nations Unies, des juristes des droits de l'homme, des organisations internationales et de la société civile". Elle vise à "sensibiliser le monde entier à l'abus des droits de l'homme en mer et à mobiliser un effort international concerté pour y mettre fin". Un problème commun est que les

entreprises de pêche saisissant les passeports et la documentation d'identité des travailleurs; Voir, par exemple, l'article de la Thaïlande dans *Nouvelles GTDH*, avril 2017. Merci à Blanca Bazaco pour l'information. <https://www.humanrightsatsea.org/2019/04/05/first-geneva-declaration-on-human-rights-at-sea-published/>

En décembre 2018, un tribunal argentin a reconnu deux dirigeants de Ford Motor Argentine coupables de crimes contre l'humanité pour l'enlèvement et la torture de 24 travailleurs en 1976. Le raisonnement de la décision n'a pas été publié avant le 15 mars 2019, a rapporté *justiceinfo.net*. Le jugement a conclu qu' "un motif central" de la société était de discipliner les travailleurs et de lutter contre l'activité syndicale. La décision fournit "une analyse détaillée et spécifique des façons dont les officiels de Ford Motor Argentine se sont impliqués dans la répression. Les juges affirment qu'il y avait, de la part des autorités de Ford et des hauts dirigeants, "une contribution spécifique de l'information sur les travailleurs à kidnapper". D'une part, ils ont remis aux forces militaires les dossiers du personnel, et d'autre part, il est prouvé que les informations fournies par les hauts dirigeants de Ford à l'armée afin d'exécuter les enlèvements ont pris la forme de listes de personnes à être détenues. Pour le contexte, voir *Nouvelles GTDH*, Décembre 2018. <https://www.justiceinfo.net/en/justiceinfo-comment-and-debate/opinion/40813-the-ford-trial-in-argentina-a-workers-victory.html>

La Cour suprême du Royaume-Uni a statué qu' "une affaire introduite par près de 2 000 villageois zambiens contre Konkola Copper Mines [KCM] et sa société mère Vedanta Resources plc [du Royaume-Uni] peuvent être entendus par les tribunaux anglais", a déclaré le cabinet d'avocats Leigh Day. Les villages disent que la "décharge d'effluents toxiques" de la mine de cuivre de Nchango exploitée par KCM pollue leurs terres et causent des problèmes de santé." La Cour a entendu que Vedanta a publié des documents affirmant avoir le contrôle et la responsabilité de la KCM et du matériel dans lequel il a affirmé sa responsabilité pour l'établissement de normes appropriées de contrôle environnemental et de durabilité à l'échelle du groupe." La Cour a statué que "Vedanta doit être tenu pour responsable de ces déclarations rendues publiques". <https://www.leighday.co.uk/News/2019/April-2019/Supreme-Court-rules-Zambian-villagers-case-against>

Après l'effondrement d'un barrage de Vale au Brésil en janvier qui a tué environ 300 personnes, la Commission des pensions de l'église d'Angleterre et le Conseil suédois sur l'éthique a écrit à "683 sociétés de ressources cotées, y compris les mineurs majeurs, "leur demandant de divulguer sur leur sites Web dans les 45 jours les réponses à 20 questions, couvrant des questions telles que la hauteur des barrages, leur volume, les dossiers d'ingénierie et de vérification de sécurité", a déclaré *Reuters*. Et la FIDH, une ONG internationale, a rapporté que 86 organisations ont envoyé une lettre aux entreprises et aux investisseurs dans les mines et l'acier, les exhortant à "faire preuve de diligence raisonnable en ce qui concerne la situation au Brésil" et "exiger de Vale S.A. qu'elle indemnise adéquatement les victimes de ces événements et qu'elle fournisse des garanties de non-répétition." L'Agence Nationale des Eaux du Brésil a indiqué que Vale S.A. a 168 barrages au Brésil et 1 sur 3 présente un "dommage potentiel associé" élevé." <https://www.reuters.com/article/us-vale-sa-disaster-tailings/ethical-investors-ask-miners-to-publish-tailings-dam-details-idUSKCN1RH176>; <https://www.fidh.org/en/issues/globalisation-human-rights/human-rights-and-environmental-rights/brumadinho-dam-ngos-urge-companies-and-investors-to-use-leverage-and>

Le gouverneur de l'état de Bayelsa du Nigeria a nommé une Commission pour enquêter sur les "dommages environnementaux et humains" dans les champs pétrolifères, a rapporté *CNN*, et a nommé l'archevêque du Royaume-Uni de York à la tête. "Une étude 2018 de la revue *Journal of Health and Pollution* a révélé que plus de 12 000 incidents de déversement de pétrole se sont produits dans la région riche en pétrole [du delta du Niger] entre 1976 et 2014." Comme l'avance la Commission, les records de l'archevêché de York sont susceptibles d'inclure des informations relatives aux entreprises pétrolières. https://www.cnn.com/2019/03/26/africa/nigeria-oil-spill-inquiry-intl/index.html?utm_source=Media+Review+for+March+27%2C+2019&utm_campaign=Media+Review+for+March+27%2C+2019&utm_medium=email

Reuters a déclaré: "Microsoft Corp a récemment rejeté une demande de l'Agence de l'Application de la Loi de la Californie pour installer la technologie de reconnaissance faciale dans les voitures des officiers et les caméras du corps en raison de préoccupations des droits de l'homme, a déclaré le président de la société Brad Smith. Cependant, Microsoft a fourni la technologie à une prison des États-Unis où la compagnie "a conclu que l'environnement serait limité et qu'il améliorerait la sécurité à l'intérieur de

l'institution non nommée." <https://www.reuters.com/article/us-microsoft-ai/microsoft-turned-down-facial-recognition-sales-on-human-rights-concerns-idUSKCN1RS2FV>

Dans une lettre ouverte, des dizaines de chercheurs éminents dans le domaine de l'intelligence artificielle ont demandé à Amazon de cesser de vendre sa technologie de reconnaissance faciale Rekognition aux organismes répressifs parce que le biais dans l'identification des femmes et des minorités est un problème systémique et il n'y a "pas de lois ou de normes requises pour s'assurer que Rekognition est utilisé d'une manière qui ne viole pas les libertés civiles." <https://medium.com/@bu64dcjrytwitb8/on-recent-research-auditing-commercial-facial-analysis-technology-19148bda1832>

Les organisations non gouvernementales *Fair Wear Foundation* et *Care International* ont publié une étude sur le harcèlement sexuel et la violence dans les usines de vêtements et de chaussures vietnamiennes, a rapporté le *Guardian*. Ils ont interviewé 763 femmes dans les usines dans trois provinces et près de la moitié (43,1%) ont déclaré avoir "souffert au moins d'une forme de violence et/ou de harcèlement au cours de l'année précédente". Un porte-parole du groupe européen Outdoor, "dont les membres comprennent certaines des marques de plein air les plus connues au monde", a déclaré: "c'est une tâche sans fin d'essayer d'obtenir les preuves pour conduire le changement qui est nécessaire. Et bien que nous ne savons pas de quelles usines les interviewés provenaient, il est clair que vous trouverez des exemples de cela partout. Cette preuve nous aidera à faire valoir qu'il faut changer les choses."

<https://www.theguardian.com/global-development/2019/apr/07/violence-sexual-abuse-vietnam-garment-factory?fbclid=IwAR17LpHu5cpMf3IGMITkTMVL8pKC7ZuleUbsDrBrU9mz7J1A8tXUjCwLqVY>

Un tribunal des Pays-Bas a déclaré qu'il était compétent pour entendre une poursuite en dommages-intérêts intentée contre Royal Dutch Shell par quatre veuves d'activistes exécutées par le gouvernement nigérian en 1995, a rapporté *Reuters*. Le juge président "a ordonné à Shell de remettre les documents qui pourraient aider les requérants", en particulier toutes preuves selon lesquelles Shell a payé les gens pour donner de fausses informations sur les militants aux responsables de l'application de la loi nigérianes. Le représentant de Shell a déclaré que la société "donnerait aux demandeurs l'accès aux documents internes comme commandé." Et l'organisation non gouvernementale Amis de la terre des Pays-Bas et environ 400 co-demandeurs a prononcé une assignation de Cour à Shell "de cesser sa destruction du climat." Il a souligné "la connaissance précoce de l'entreprise du changement climatique et de son propre rôle dans la cause", pointant vers "la fuite des documents de l'entreprise" qui montrent que Shell a compris la science climatique, mais a continué à "faire pression contre la politique climatique et d'investir des milliards dans l'huile supplémentaire et l'extraction de gaz." <https://af.reuters.com/article/commoditiesNews/idAFL5N22D1BJ>; <https://www.foei.org/press/climate-legal-summons-submitted-shell>

Pendant ce temps, la Cour suprême des Pays-Bas a statué que la société Chevron ne peut être forcée de payer le jugement de 9,5 milliards de dollars, rendu en Équateur contre la société pour la contamination du sol et de l'eau dans la région de Lago Agrio. La Cour a déclaré que la décision, qui maintient les tribunaux inférieurs, est "conforme à la politique publique et justifiée pour prévenir les dommages irréversibles à Chevron", a rapporté *Reuters*. *Reuters* a également signalé que la Cour suprême du Canada "a rejeté les réclamations tentant de forcer l'unité canadienne de Chevron Corp à payer" l'arrêt de 9,5 milliards de dollars. Pour en savoir plus sur cette longue affaire, voir *Nouvelles GTDH*, mars 2019. <https://www.reuters.com/article/us-chevron-netherlands-ecuador/chevron-says-dutch-supreme-court-rejects-ecuadors-95-billion-claim-idUSKCN1RS0DE>; <https://uk.reuters.com/article/us-chevron-canada-ecuador/canadian-court-dismisses-ecuadors-95-billion-claim-against-chevron-canada-idUKKCN1RG2GP>

Justice. Le projet non gouvernemental Justice Mondiale, après avoir "examiné plus de 600 sources de données mondiales et spécifiques aux pays et identifié un ensemble de questions de mesure et de sources de données correspondantes", a publié un rapport intitulé "Mesurer le déficit de justice: une Évaluation centrée sur les personnes des besoins de justice non satisfaits dans le monde entier." Il estimait que 1,5 milliard de personnes "ne peuvent pas obtenir justice pour des problèmes de justice civile, administrative ou pénale", 4,5 milliards de personnes "sont exclues des possibilités offertes par la Loi" (comme les documents d'identité), et 253 millions de personnes "vivent dans des conditions extrêmes d'injustice." <https://worldjusticeproject.org/our-work/publications/special-reports/measuring-justice-gap>

Microsoft et la Fondation Clooney pour la Justice ont annoncé un partenariat "pour aider à faire progresser les droits de l'homme par le biais de TrialWatch, un programme qui forme et équipe les moniteurs d'essai pour documenter et déterminer si les essais sont menés de manière équitable." Le programme emploie "l'intelligence artificielle à la traduction vocale et linguistique" pour aider à "accélérer l'entrée des données et permettre aux experts du monde entier d'aider à évaluer l'équité d'un essai même s'ils ne parlent pas une langue locale". La Fondation prévoit de "créer des rapports quantitatifs et qualitatifs qui seront examinés et évalués par ses experts juridiques". La Fondation doit veiller à ce que ces archives soient soigneusement gérées. <https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2019/04/25/tech-that-makes-the-world-a-witness-to-courtroom-injustices-across-the-globe/>

Records médicaux. Dans une étude publiée dans *JAMA Psychiatry*, les chercheurs ont dit qu'ils utilisaient des records de 2 063 adolescents britanniques, dont la santé avait été suivie de la naissance à l'âge de 18 ans, pour déterminer l'incidence des expériences psychotiques. Les chercheurs ont constaté que près d'un tiers des enfants avaient eu au moins une expérience psychotique depuis l'âge de 12 ans, et ceux qui vivaient dans les zones les plus polluées (particulièrement s'ils étaient exposés au dioxyde d'azote et à l'oxyde d'azote) étaient plus susceptibles d'avoir des expériences psychotiques. <https://jamanetwork.com/journals/jamapsychiatry/fullarticle/2729441?resultClick=1>

Un chercheur en santé publique de l'Institut d'études politiques de Singapour a dirigé une équipe qui étudiait "les ratios sexuels à la naissance, pour la première fois, pour chaque pays". Après avoir "épluché à travers des décennies de données de recensement, des réponses d'enquêtes nationales et des archives de naissances", l'équipe a découvert que dans la plupart des régions du monde, les rapports sexuels divergent significativement de la norme historique" de 100 naissances féminines à 102 à 107 naissances masculines. Ils ont conclu que, sans sélection non naturelle, 23,1 millions femmes supplémentaires seraient nées depuis 1970. Cela montre, a commenté *Wired*, "Comment les valeurs sociales peuvent fausser les lois de la nature." [https://www.wired.com/story/first-big-survey-of-births-finds-millions-of-missing-women/?CNDID=53684912&CNDID=53684912&bxid=MjcwMDU3MDMwNzYzS0&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be86af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&mbid=nl_041619_daily_list1_p3&source=DAILY_NEWSLETTER&utm_brand=wired&utm_mailing=WIREd%20NL%20041619%20\(1\)&utm_medium=email&utm_source=nl](https://www.wired.com/story/first-big-survey-of-births-finds-millions-of-missing-women/?CNDID=53684912&CNDID=53684912&bxid=MjcwMDU3MDMwNzYzS0&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be86af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&mbid=nl_041619_daily_list1_p3&source=DAILY_NEWSLETTER&utm_brand=wired&utm_mailing=WIREd%20NL%20041619%20(1)&utm_medium=email&utm_source=nl)

Vie privée. L'application de suivi de grossesse appelée Ovia "est devenu un outil de surveillance puissant pour les employeurs et les assureurs de santé, qui sous la bannière du bien-être des entreprises ont agressivement poussé à recueillir plus de données sur la vie de leurs travailleurs que jamais, a rapporté le *Washington Post*. "Les employeurs qui paient le développeur des applications, Ovia Health, peuvent offrir à leurs employés une version spéciale de l'application qui transmet leurs données de santé – sous une forme agrégée, "dé-identifiée", à un site Web d'employeur interne accessible par le personnel des ressources humaines." <https://www.denverpost.com/2019/04/14/tracking-pregnancy-app/>

Bloomberg News a rapporté qu' "Amazon.com Inc emploie des milliers de personnes à travers le monde pour aider à améliorer l'assistant numérique Alexa alimentant sa ligne de haut-parleurs Echo "en écoutant" les enregistrements vocaux capturés dans les maisons et les bureaux des propriétaires d'Echo". Les enregistrements envoyés aux examinateurs Alexa apparemment "ne fournissent pas le nom complet et l'adresse d'un utilisateur, mais sont associés à un numéro de compte, ainsi que le prénom de l'utilisateur et le numéro de série de l'appareil." Les paramètres de confidentialité d'Alexa donnent aux utilisateurs "la possibilité de désactiver l'utilisation de leurs enregistrements vocaux pour le développement de nouvelles fonctionnalités." <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-04-10/is-anyone-listening-to-you-on-alexa-a-global-team-reviews-audio>

Forbes a rapporté que "les données sensibles ont été découvertes sur 42% des disques durs achetées sur eBay aux États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Finlande et analysées par Ontrack, un service de recouvrement des données. En plus des données sensibles, 15% des disques durs contenaient des informations personnelles identifiables. <https://www.forbes.com/sites/daveywinder/2019/04/25/researchers-find-dangerous-levels-of-sensitive-data-for-sale-on-ebay/#2f911afbd964>

Technologie. Les Archives d'Internet, une ONG, qui sauvegarde des copies des pages web et d'autre information digitales, a déclaré le 10 avril que dans la semaine précédente elle a reçu plus de 550 "avis de retrait" de l'unité de référence Internet de l'Union européenne d'Europol et de ses homologues

Français. “Elles comprenaient des URL pour les grandes pages de collecte, chacune contenant des millions d’éléments.. ainsi que des liens vers la recherche scientifique et les rapports du gouvernement américain, y compris les séquences télévisées de CSPAN, ”a rapporté *The Verge*. <https://www.theverge.com/2019/4/11/18305968/eu-internet-terrorist-content-takedown-mistakes-internet-archive-org>

Seconde Guerre Mondiale. Un think-tank coréen a compilé le premier catalogue complet de documents relatifs à l’esclavage sexuel commis par le Japon, incluant de rares pièces d’archives,” a rapporté la *Korea JoongAng Daily*. Dans 4 volumes, il inclut des documents compilés du Japon, des puissances Alliées durant la Seconde Guerre Mondiale, de Chine, Taiwan et de Thaïlande, listant “quand les documents ont été produits, leur source originelle et où ils sont préservés.” <http://koreajoongangdaily.joins.com/news/article/article.aspx?aid=3060960>

More than 600 books, including 11 valuable medieval manuscripts, were returned to the University and Regional Library of Bonn after Sotheby’s auction house received 150 of them for auction, The Art Newspaper reported. Sotheby’s staff members matched the items with the Library’s “meticulous inventory of losses recording some of the 180,000 volumes missing since the Second World War.” Another 450 books were found in the garage of the woman who sent the volumes for auction. <https://www.theartnewspaper.com/news/bonn-library-recovers-600-books-missing-since-the-second-world-war>

Plus de 600 livres, comprenant 11 précieux manuscrits médiévaux, ont été retournés à l’Université et la Bibliothèque Régionale de Bonn après que la maison d’enchères Sotheby’s a reçu 150 manuscrits pour une enchère, a rapporté *The Art Newspaper*. Les employés de Sotheby’s ont fait correspondre les éléments à l’inventaire minutieux des pertes enregistrées par la bibliothèque, qui ont enregistré certains des 180 000 volumes manquants depuis la Seconde Guerre Mondiale. Quelques 450 livres ont été trouvés dans le garage de la femme qui a envoyé les volumes pour les enchères. <https://www.theartnewspaper.com/news/bonn-library-recovers-600-books-missing-since-the-second-world-war>

Nouvelles bilatérales and multilatérales.

Afghanistan/États-Unis. Dans son rapport trimestriel, l’Organisation des Nations Unies a déclaré qu’ “entre janvier et mars, des groupes d’insurgés ont tué 227 civils et blessé 736 autres personnes” tandis que “les forces afghanes et internationales ont causé 305 décès et 303 blessés, soit un bond de 39% par rapport à la même période que l’an dernier”. Il a également dit que les frappes aériennes ont tué 145 civils au cours de la période, "la moitié d’entre eux étant des femmes et des enfants," et l’ONU "a attribué presque tous ceux-ci aux forces américaines," a rapporté la *BBC*. <https://www.bbc.com/news/world-asia-48047356>

Argentine/ États-Unis. Les États-Unis ont donné à l’Argentine la dernière tranche d’archives déclassifiées du gouvernement américain créées entre 1975 et 1984 relative aux abus des droits de l’homme commis durant la dictature militaire en Argentine (1976-1983). Le transfert a marqué la fin du plus grand exercice de déclassification de gouvernement à gouvernement dans l’histoire des États-Unis,” ont déclaré les Archives Nationales Américaines. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/southern-cone/2019-04-12/declassification-diplomacy-trump-administration-turns-over-massive-collection-intelligence-records>

Balkans. “Two Bosniak men from Srebrenica shot by the Scorpions paramilitary unit in 1995—murders that were videotaped by the notorious Serb fighters—have been identified after their remains were exhumed from a mass grave,” *BIRN* reported. The recording was shown at trials at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia. https://balkaninsight.com/2019/04/26/two-srebrenica-victims-killed-by-serb-scorpions-identified/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=b7b8c00d29-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-b7b8c00d29-319725265

Balkans. “Deux hommes Bosniaques de Srebrenica tués par l’unité paramilitaire des Scorpions en 1985 – les meurtres ont été filmés par les illustres combattants Serbes – ont été identifiés après que leurs restes ont été exhumés d’une fosse commune,” a rapporté *BIRN*. L’enregistrement a été montré aux procès du Tribunal Pénal International pour l’Ex-Yougoslavie. https://balkaninsight.com/2019/04/26/two-srebrenica-victims-killed-by-serb-scorpions-identified/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=b7b8c00d29-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-b7b8c00d29-319725265

BIRN a également rapporté qu'à la fin de la guerre Serbie-Kosovo en juillet 1999, "les documents cadastraux enregistrés entre 1983 et 1999 ont été enlevés par les autorités Serbes, avec d'autres documents." En 2011, l'Union Européenne a facilité un accord pour le retour des Archives cadastrales; l'Agence du Kosovo en charge de la Comparaison des propriétés et de la Vérification "attend maintenant que les documents cadastraux scannés soient retournés de Serbie via le bureau de l'UE au Kosovo – un ensemble de 4,6 milliards de copies. <https://balkaninsight.com/2019/04/03/lost-property-kosovos-missing-records-prolong-post-war-legal-battles/>

Belgique/Burundi/Congo/Rwanda. Le Premier Ministre belge s'est officiellement excusé "pour l'enlèvement, la ségrégation, la déportation et les adoptions forcées de milliers d'enfants nés de couples mixtes lors de l'ère coloniale au Burundi, au Congo et au Rwanda," a rapporté le *New York Times*. "On estime que 10 000 à 20 000 enfants ont été séparés de leurs parents.. et placés dans des orphelinats et des écoles majoritairement gérés par l'Église catholique. Le premier ministre a déclaré que le gouvernement fournira des ressources pour financer la recherche sur les séparations, "ouvrir ses archives coloniales aux Métis, et offrir une aide administrative à ceux qui cherchent à accéder à leurs documents officiels et à la recherche de la nationalité Belge." Pour le contexte, voir *Nouvelles GTDH*, mars 2018. <https://www.nytimes.com/2019/04/04/world/europe/belgium-kidnapping-congo-rwanda-burundi.html>

France/Rwanda. Le président français Emmanuel Macron a annoncé la nomination d'une huitième personne pour consulter "toutes les archives relatives au génocide du Rwanda ... afin d'analyser le rôle et l'engagement de la France durant cette période." Les membres de la Commission "auront accès aux documents classifiés des ministères des Affaires Etrangères et de la Défense mais aussi de la DGSE, le service de renseignement extérieur de la France, et d'après certaines informations aux archives de François Mitterrand," a rapporté *The Telegraph*. Des tensions quant à la composition de la commission ont été rapportées dans *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/757783/politique/genocide-des-tutsi-au-rwanda-une-commission-denquete-francaise-cree-des-tensions-chez-les-historiens/> ; <https://www.telegraph.co.uk/news/2019/04/05/france-throw-open-archives-rwanda-genocide-clarify-role-25-years/>

France/Émirats Arabes Unis/Yémen. Le site d'investigation *Disclose* a publié un rapport de 15 pages daté du 25 septembre 2018 intitulé "Yémen: situation sécuritaire", rédigé par l'agence de renseignement militaire française. Il comprend des "cartes qui détaillent le positionnement Français des armes fabriquées par la France à l'intérieur du Yémen et du côté saoudien de la frontière", a rapporté *Reuters*. Le bureau Français du premier ministre a publié un communiqué dans lequel il a déclaré que les armes françaises "ne sont pas en première ligne", mais il "ne remet pas en question l'authenticité des documents et n'a ni confirmé ni nié le rapport de *Disclose*". *Disclose* a déclaré que son étude des "images satellites, des vidéos et des photographies prises par des civils a révélé que certains chars Leclerc Français achetés par les Émirats arabes unis avaient pris part aux offensives de la coalition." <http://news.trust.org/item/20190415123649-rf18v/>

Israël/Palestine. À l'occasion de la Journée palestinienne des enfants, l'Association non gouvernementale des prisonniers palestiniens a déclaré que sa documentation montre qu' "au moins 6 000 enfants palestiniens ont été détenus par les autorités israéliennes depuis 2015". Le Comité officiel des affaires des prisonniers de l'Autorité palestinienne a déclaré que ses records montraient 5 700 Palestiniens actuellement emprisonnés en Israël, dont 48 femmes et 250 enfants, a rapporté *Al Jazeera*. <https://www.aljazeera.com/news/2019/04/6000-palestinian-children-jailed-israel-2015-ngo-190405162640479.html>

Israël/Russie. "Les autorités russes ont rendu les archives du parti communiste israélien, prises de Tel-Aviv à Moscou en 1977", a rapporté *Middle East Monitor*. À l'époque, le parti " craignait que le gouvernement [récemment élu] de droite dirigé par le Likoud ne s'empare des archives, si bien qu'elles ont été envoyées à Moscou". Les archives ont en fait été restituées en mai 2015 à la Bibliothèque nationale israélienne, mais "le mouvement vient tout juste d'être révélé par des médias locaux à l'intérieur du pays". <https://www.middleeastmonitor.com/20190424-russia-returned-communist-party-archive-to-israel-almost-secretly/>

Kazakhstan/Russie. *Nature* a publié un article de fond sur les impacts continus de l'exposition aux radiations sur la santé autour du site d'essais de Semipalatinsk au Kazakhstan, où l'Union soviétique a effectué plus de 110 essais nucléaires en surface entre 1949 et 1963. Après août 1956, l'armée soviétique a établi une clinique médicale pour ceux souffrant de la maladie des radiations causées par

les explosions. Cependant, “en 1991, après l’indépendance du Kazakhstan de l’Union soviétique, des fonctionnaires de Moscou ont envoyé un comité spécial sur place; “certains records ont été détruits. D’autres dossiers classifiés ont été retournés à Moscou. Ce qui reste à la clinique est un registre médical utilisé pour enregistrer la santé des personnes exposées aux tests. “Bien que le registre n’inclue pas toutes les personnes touchées, il a énuméré à un moment donné plus de 351 000 personnes sur 3 générations ... environ 10 000 personnes ont été observées en permanence depuis 1962. Les chercheurs considèrent le registre comme une ressource importante et relativement inexplorée pour comprendre l’effet des rayonnements à long terme et à faible dose.” https://www.nature.com/articles/d41586-019-01034-8?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=69c1a2f36e-MR_COPY_08&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-69c1a2f36e-149736437

Liberia/Suisse. Le Bureau du Procureur général de la Suisse a présenté un acte d’accusation devant la Cour fédérale contre un Libérien vivant en Suisse, qui est “accusé de violations des lois de la guerre en tant que membre d’une faction militaire dans le contexte d’un conflit armé interne qui a eu lieu au Libéria entre 1989 et 1996. ” Avant de porter l’affaire, le procureur général a recueilli les témoignages de plus de 25 témoins et a bénéficié d’une “assistance juridique internationale de sept États ou organisations internationales.” https://www.admin.ch/gov/en/start/documentation/media-releases.msg-id-74457.html?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=gaamac_newsletter_april_2019&utm_term=2019-04-10

Guerre du Moyen-Orient. Amnesty International a annoncé qu’avec l’organisation non gouvernementale Airwars, elle avait lancé un “site Web interactif documentant des centaines de victimes civiles” à Raqqa, en Syrie. “Après près de deux ans d’enquêtes, il donne un compte rendu brutalement vivant de plus de 1 600 vies civiles perdues à la suite de milliers de frappes aériennes menées par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France au nom de la campagne militaire menée par la coalition à Raqqa de juin à octobre 2017.” <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/04/syria-unprecedented-investigation-reveals-us-led-coalition-killed-more-than-1600-civilians-in-raqqa-death-trap/>

Le *New York Times* a publié un article de fond, “Les procès de Guantanamo, luttant avec les preuves de torture.” En 2012, Majid Khan “a plaidé coupable d’avoir livré 50 000 \$ d’argent d’Al-Qaïda à une filiale d’Asie du Sud-Est qui a servi à financer l’attentat à la bombe contre un hôtel Marriott à Jakarta, en Indonésie, en 2003, qui a tué 11 personnes” et d’avoir “accepté d’assassiner” le président de l’époque du Pakistan Pervez Musharraf, “un complot qui n’a jamais été résolu. ” Il a également admis avoir “fait du bénévolat pour travailler pour Al-Qaïda après le 11 septembre et avoir comploté avec Khalid Shaikh Mohammed, l’architecte présumé des attentats” contre les États-Unis. Arrêté en mars 2003, il a été détenu par la CIA sur un “site secret” jusqu’en septembre 2006; il est maintenant à la prison de Guantanamo. L’affaire contre lui en est à l’étape de la détermination de la peine, et ses avocats “ont demandé à un juge militaire . . . d’ordonner aux procureurs de produire des preuves et des témoins sur le réseau carcéral secret” où il a été gardé et les tortures qu’il a subies. <https://mediaone.us/guantanamo-trials-grapple-with-how-much-evidence-to-allow-about-torture/>

Le réseau de médias *Al Furqan* de l’État islamique a publié une vidéo du chef de l’EI Abu Bakr al-Baghdadi, c’est la première fois en cinq ans qu’il a été vu, bien que des enregistrements audio qui auraient été réalisés par lui aient été diffusés. Il a déclaré, a rapporté *Al Jazeera*, “le djihad continuera jusqu’à l’apocalypse.” <https://www.aljazeera.com/news/asia/2019/04/isil-chief-abu-bakr-al-baghdadi-appears-propaganda-video-190429163448332.html>

Nouvelle-Zélande/Rwanda. La Nouvelle-Zélande a remis au Rwanda des “documents textuels tels que des correspondances liées au génocide” au Rwanda en 1994, a rapporté *CGTN Africa*. Le ministre rwandais des Affaires étrangères a déclaré que “de tous les pays ayant des liens historiques avec le Rwanda qui ont été invités à partager des documents d’archives en leur possession, la Nouvelle-Zélande est le premier pays à répondre positivement.” <https://africa.cgtn.com/2019/04/20/new-zealand-becomes-first-country-to-hand-over-genocide-archives-to-rwanda/>

Arabie Saoudite/États-Unis/Yémen. Bellingcat, l’organisation non gouvernementale d’enquête, a rapporté que les photographies des restes d’une bombe qui a frappé une fête de mariage au Yémen tuant 33 personnes et en blessant 55 montrent qu’elle a été fabriquée par la société de défense américaine Raytheon. Les États-Unis vendent de telles bombes à l’Arabie saoudite. <https://www.bellingcat.com/news/mena/2018/04/27/american-made-bomb-used-airstrike-yemen-wedding/>

Somalie/États-Unis. Le commandement militaire américain d’Afrique a reconnu que le 1^{er} avril 2018, un bombardement a tué 2 civils. Pour le contexte, voir *Nouvelles GTDH*, mars 2019. <https://www.africom.mil/media-room/pressrelease/31697/u-s-africa-command-commander-directed-review-reveals-civilian-casualties>

Sri Lanka/ États-Unis. Les avocats d’un Canadien, d’ethnie tamoule, qui a survécu à la torture commise par les militaires sri-lankais, ont intenté une poursuite civile en Californie contre l’ancien secrétaire à la Défense du Sri Lanka Gotabaya Rajapaksa, qui a la double nationalité américaine et sri-lankaise. L’affaire est soutenue par l’International Truth and Justice Project, une organisation non gouvernementale sud-africaine qui “possède les plus grandes archives de témoignages et d’autres informations relatives à la phase finale de la guerre civile au Sri Lanka et à l’après-guerre,” qui peut fournir des preuves importantes pour l’affaire. <https://www.hausfeld.com/news-press/civil-case-filed-in-the-us-against-former-sri-lankan-defence-secretary-gotabaya-rajapaksa>

Nouvelles Nationales.

Australie. L’île état de Tasmanie a rendu optionnelle le genre sexuel sur les certificats de naissance, a rapporté la fondation Thomson Reuters. <http://news.trust.org/item/20190410155810-evrla/>

Bosnie. L’Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe compile sur une base mensuelle un “Moniteur de haine.” Il a enregistré 33 cas de crimes haineux présumés au cours des trois premiers mois de 2019, a rapporté *Eurasia Review*. Le conseiller juridique de la mission de l’OSCE en Bosnie-Herzégovine a déclaré : “Lorsque les données sont classées en fonction de la cible ou de la victime, on peut constater que la grande majorité de ces incidents sont dirigés contre des groupes ou des individus en raison de leur affiliation. La mission se rend compte que le nombre réel de crimes haineux pourrait être plus élevé, a-t-il dit, de sorte qu’elle “a commencé une analyse de cet écart dans les données, en commençant par la recherche sur le problème de la non-déclaration de ces incidents.” Les institutions de sécurité et de statistique bosniaques “ne conservent pas de données distinctes sur les crimes haineux liés à l’ethnicité ou à la religion.”

https://www.eurasiareview.com/29042019-hate-crimes-in-bosnia-under-reported-and-rarely-prosecuted-analysis/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Brésil. Le gouvernement brésilien maintient une liste noire des compagnies qui se sont engagées dans l’esclavage par le travail. La fondation Thomson Reuters a rapporté que deux des plus grandes marques de mode du Brésil ont été ajoutées à cette liste, soit un total de presque 190, “la plupart étant des fermes ou des sociétés de construction.” <http://news.trust.org/item/20190403200718-4uiku/>

Le président Jair Bolsonaro a promulgué le décret 9579 mettant fin aux travaux du Groupe de travail Perus, qui est “chargé d’identifier plus d’un millier d’os trouvés dans une fosse commune clandestine de Perus” datant de la dictature militaire de 1964-1985, et le Groupe de travail Araguaia, qui est “responsable de la recherche et l’identification des restes de combattants de la guérilla Araguaia qui ont combattu la dictature dans la forêt amazonienne entre les États de Para et Tocantins dans les années 1970”, a rapporté *telesur*. Les archives des deux groupes doivent être conservées en toute sécurité.

https://www.telesurenglish.net/news/Brazils-Bolsonaro-Terminates-Investigation-Teams-Identifying-Remains-of-Dictatorship-Victims-20190423-0010.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10

Canada. Le Canada a nommé “son premier médiateur pour les entreprises responsables, qui doit être un gardien pour renforcer le comportement responsable des entreprises Canadiennes à l’étranger,” a rapporté,” *Canadian Press*. L’étendue de son pouvoir est peu claire ; le ministre du commerce international a déclaré qu’il voulait “des conseils juridiques sur la meilleure façon de donner [au médiateur] le pouvoir de faire en sorte que les entreprises divulguent des documents et répondent aux questions.” <https://www.cbc.ca/news/politics/corporate-ethics-ombudsperson-mining-1.5089059>

Colombie. L’ONG *Programma Somos Defensores* (PSD) a publié son rapport annuel sur les attaques contre les défenseurs des droits de l’homme. Il est dit que “2018 fut, sans l’ombre d’un doute, la pire année pour les défenseurs” depuis que PSD a commencé à rassembler les données en 2009. PSD a

déclaré qu'il reconnaît que les données sont sous-évaluées dues à la sous-déclaration, mais elles ont tout de même documenté 155 meurtres, 34 attaques, 6 vols d'informations, 4 détentions, 4 disparitions, 19 poursuites judiciaires intentées contre des défenseurs et 583 menaces individuelles. https://somosdefensores.org/wp-content/uploads/2019/04/informe-somos-defensores-2019-ingles_web.pdf

Cuba. La nouvelle constitution cubaine est entrée en vigueur. Entre autres éléments nouveaux, il garantit le droit des données *habeas* (“une ressource juridique qui permet aux citoyens de demander des données personnelles détenues par l'Etat”) et élargit les garanties “concernant la façon dont les preuves sont traitées au cours des procédures judiciaires, et le droit de solliciter la suppression des preuves si elle a été obtenue illégalement”, selon l'analyse du Bureau de Washington sur l'Amérique latine. <https://www.wola.org/analysis/cuba-new-constitution-what-happens-next/>

Équateur. Le *New York Times* a rapporté que le gouvernement a installé des milliers de caméras de surveillance de fabrication chinoise qui “alimentent toutes quelques salles de surveillance centralisées, où les répartiteurs de plusieurs agences regardent les images en temps réel, puis aident à diriger les policiers et les services médicaux d'urgence. Les agents du renseignement regardent également les flux de la caméra. www.nytimes.com/2019/04/26/reader-center/ecuador-china-surveillance-spying.html

Indonésie. *Asia Pulp & Paper* est l'un des plus grands producteurs de papier au monde. Selon une analyse d'une “coalition d'activistes qui milite pour la protection des forêts de tourbe,” 22 des 38 fournisseurs d'*Asia Pulp & Paper* sont “en proie à 122 conflits sociaux centrés sur les droits fonciers”. Lorsqu'ils ont superposé des “cartes des concessions d'APP et de ses fournisseurs avec celles des villages locaux”, ils ont constaté des chevauchements et des conflits potentiels avec au moins 602 villages de plus, a rapporté Mongabay. La coalition a déclaré que le gouvernement devrait revoir les permis de plantation délivrés à L'APP et à ses fournisseurs et révoquer ceux contestés par les communautés locales. Un anthropologue indonésien qui étudie les conflits fonciers a déclaré: “Le gouvernement n'a actuellement aucun mécanisme pour prendre en charge les conflits fonciers découlant de frontières floues”. <https://news.mongabay.com/2019/04/in-indonesia-a-paper-giant-shuffles-a-litany-of-land-conflicts/>

Après que l'Armée de libération nationale de Papouasie-Occidentale a tué des travailleurs sur le pont routier transjakarta dans la régence de Nduga, en Papouasie occidentale, l'armée et la police indonésiennes ont lancé des opérations militaires contre la région. Une équipe indépendante d'enquête sur les cas de Nduga de l'organisation non gouvernementale *Front Line Defenders* a publié un rapport indiquant que “des dizaines de milliers de résidents de Nduga ont fui à la suite des opérations” et “un certain nombre de maisons et d'installations publiques de la population locale tels que les centres de santé communautaires ont été intentionnellement incendiés” par l'armée, a rapporté *CNN*. Un membre de l'équipe a déclaré qu'ils “ont trouvé des violations présumées des droits de l'homme” et que les opérations “ont entraîné de nombreux décès et des traumatismes profonds parmi les communautés Nduga”. <https://www.asia-pacific-solidarity.net/news/2019-03-29/independent-investigation-finds-widespread-rights-violations-nduga.html>

Irak. *Justiceinfo.net* a indiqué que les procès du tribunal antiterroriste de Tel Keppe ont donné lieu à 3 370 condamnations et à 3 794 acquittements depuis 2016. Les prisonniers sont accusés d'avoir rejoint l'État islamique; le président de la cour a déclaré que les procès se sont améliorés parce que les enquêteurs ont trouvé plus de données de l'EI: “Daesh a fonctionné comme un État. Nous avons trouvé des bulletins de salaire, des documents d'enregistrement, plus de huit téraoctets de données informatiques.” <https://www.justiceinfo.net/en/tribunals/national-tribunals/41105-iraq-a-day-with-islamic-state-suspects-at-tel-keppe-tribunal.html>

Irlande. En 2015, à la suite de l'annonce explosive qu'il n'y avait pas de registres de sépulture pour près de 800 enfants morts dans la maison mère-bébé de Tuam, le gouvernement a créé la Commission d'enquête sur les maisons de mère et de bébé. Il a publié son 5e rapport intérimaire, en disant que les “questions majeures sur les enterrements se posent dans les cas de Bessborough et Tuam”, certaines des institutions ont envoyé les corps des enfants morts à des écoles de médecine utilisés comme sujets anatomiques, en général les archives des sépultures sont incomplètes ou manquantes, et les institutions ecclésiastiques n'ont pas été communicatives sur les événements. La Commission a déclaré que la Congrégation des Sacré-Cœurs de Jésus et de Marie, qui dirigeait trois maisons, a fourni à la Commission un affidavit qui “était, à bien des égards, spéculatif, inexact et trompeur”.

[http://www.mbhcoi.ie/MBH.nsf/page/LPRN-BBBF8312151717-en/\\$File/With%20redacted%20pics_Burials%205th%20Interim%20report%20for%20printers_FINAL%20Softcopy_Redacted.pdf](http://www.mbhcoi.ie/MBH.nsf/page/LPRN-BBBF8312151717-en/$File/With%20redacted%20pics_Burials%205th%20Interim%20report%20for%20printers_FINAL%20Softcopy_Redacted.pdf)

Israël. Yaacov Lozowick, l'ancien archiviste d'État israélien, a publié un essai dans *Haaretz* sur la publication tardive du procès-verbal de la réunion du cabinet du 1er octobre 1967 où il avait été “décidé que l'établissement de colonies de peuplement de l'autre côté de la Ligne verte (le cessez-le-feu d'avant-guerre ligne qui constituait la frontière effective d'Israël) nécessiterait l'approbation du gouvernement” et a également discuté des résultats d'un recensement qui a été effectué en Cisjordanie et à Gaza immédiatement après la guerre des Six Jours. Après qu'un compte rendu de la réunion a été publié dans un mémoire par un ancien fonctionnaire de l'Agence juive, Lozowick a demandé aux Archives d'ouvrir le procès-verbal, ce qu'elle a fait. <https://www.haaretz.com/magazine/.premium-a-glimpse-into-the-obscure-world-of-israel-s-state-archives-1.7110809>

Japon. Le Parlement a promulgué une loi visant à accorder réparation, y compris 3,2 millions de yens (28 600 dollars) d'indemnisation, pour chacune des 25 000 personnes qui ont été stérilisées sans leur consentement en vertu de la loi de 1948 sur la protection de l'eugénisme, qui est restée en vigueur jusqu'en 1996, a rapporté *Associated Press*. Les dossiers médicaux seront cruciaux pour déterminer qui recevra une indemnisation. https://news.yahoo.com/japan-apologizes-those-forcibly-sterilized-vows-redress-034621997.html;_ylt=A2KLfSgiEtNc0yAAQmhpCWVH;_ylu=X3oDMTByMHZ0NG9yBGNvbG8DYmYxBHBvcwM3BHZ0aWQDBHNlYwNzcg--

Libéria. L'Association Nationale du Barreau libérien a finalement approuvé la mise en œuvre intégrale du rapport 2009 de la Commission Vérité et Réconciliation et la création d'un tribunal pour les crimes économiques et de guerre, a fait savoir *The New Republic*. <https://allafrica.com/stories/201904020244.html>

Malaisie. La Commission nationale des droits de l'homme a publié un rapport de 95 pages sur la disparition d'un pasteur chrétien en 2017 et d'un militant musulman en 2016, concluant qu'ils avaient été “probablement enlevés par des agents de l'Etat”, a rapporté *BenarNews*. La Commission a exhorté le gouvernement à créer un groupe de travail chargé de mener une enquête plus approfondie; le Premier ministre a déclaré qu'il attendrait qu'un nouvel inspecteur général de la police soit nommé pour “mettre sur place un groupe chargé d'étudier là où il y a de la substance dans les preuves utilisées selon la rumeur” par la Commission. L'enlèvement du pasteur a été filmé par des caméras de surveillance. https://www.eurasiareview.com/06042019-malaysia-mahathir-agrees-to-fresh-probe-into-disappearances-of-pastor-activist/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Mexique. Le gouvernement “a publié une mine de fichiers de l'ancienne agence nationale de renseignement du pays [le Département fédéral de la sécurité]”, a rapporté *Associated Press*. Le communiqué comprenait un dossier de 63 pages sur l'actuel président Andres Manuel Lopez Obrador, qui avait ordonné l'ouverture des archives. <https://www.staradvertiser.com/2019/04/16/news/mexico-releases-spy-agencys-files-on-current-president/>

Myanmar. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a déclaré que l'armée du Myanmar avait mené une attaque par hélicoptère contre un village, “tirant sur les musulmans Rohingyas qui s'occupaient du bétail et des cultures dans les champs”, tuant au moins sept personnes et en blessant 18 autres, a signalé *telesur*. La porte-parole du HCDH a déclaré : “Ces meurtres particuliers que nous avons pu vérifier avec une certaine certitude “ et que le HCDH “a reçu un grand nombre de vidéos et de photographies de l'attaque”. Elle a déclaré que les attaques contre les civils “peuvent constituer des crimes de guerre”. https://www.telesurenglish.net/news/UN-Warns-of-War-Crimes-Against-Rohingya-After-Military-Airstrike-Killed-at-least-5-Farmers-20190406-0009.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=15

Le Secrétaire général des Nations Unies a nommé Nicholas Koumjian pour diriger le Mécanisme d'Enquête Indépendant pour le Myanmar, qui a été établi par le Conseil des Droits de l'Homme le 27 Septembre 2018 et “accueilli” par l'Assemblée Générale le 22 décembre 2018. Le Mécanisme doit collecter les preuves et préparer les dossiers de poursuite “sur les crimes internationaux les plus sérieux commis au Myanmar depuis 2011.” <https://www.un.org/press/en/2019/sga1869.doc.htm>

Pakistan. En se fondant sur les “données partagées par le Département de l'intérieur du Baloutchistan”, la Commission nationale des droits de l'homme a déclaré que, de janvier 2012 à décembre 2017 “509

membres de la communauté Hazara ont été tués et 627 blessés dans divers incidents de terrorisme en Quetta”, a rapporté *South Asia Terrorism Portal*. Les Hazaras, “qui suivent les principes de l’islam chiïte, ont une longue histoire de soumission à la violence sectaire par le TTP [Tehreek-e-Taliban Pakistan] et d’autres groupes extrémistes sunnites au Baloutchistan.” <https://www.satp.org/second-sight-volume-1-no-36>

South Asia Terrorism Portal a également rapporté que “les programmes de vaccination contre la poliomyélite au Pakistan ont été perturbés par des attaques terroristes, avec un total de 51 agents de santé tués et 52 blessés depuis 2012 (données jusqu’au 26 avril 2019)” et “54 membres du personnel de sécurité ont été tués et 21 blessés assurant la sécurité” pour les travailleurs de la poliomyélite. Le portail reconnaît que les données sont partielles et que le nombre peut être plus élevé.” <https://www.satp.org/second-sight-volume-1-no-40>

Peru. Reniec, le registre national des personnes, recycle les registres pour “reconnaître la bonne façon” d’écrire sur les certificats de naissance et les documents d’identité les noms tels que donnés par l’un des 55 peuples autochtones du Pérou, a rapporté le *Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2019/apr/04/peru-indigenous-names-public-records>

En 2003, la Commission Vérité et Réconciliation a donné au Procureur général un dossier “avec tout ce que l’enquête exigeait pour que les violations des droits de l’homme dans le Huanta en 1984 fassent l’objet d’une enquête.” Finalement, après plus de 15 années de manœuvres juridiques, la cour gérant les crimes de terrorisme a annoncé qu’elle fixera une date pour le procès des officiers de la marine impliqués dans le meurtre des évangélistes de la communauté de Callqui dans la province de Huanta et la disparition d’un journaliste enquêtant sur les meurtres, a rapporté *La Republica*. https://larepublica.pe/politica/1457739-fiscal-acusa-marinos-violaciones-ddhh-cometidos-huanta?fbclid=IwAR0qh4WpDEX-jnY2J3LdcjoR2wICu_UmbyOkOFnyeGP_xCownHyGc6M9yXO#.XMRPu6sjzpA.facebook

Philippines. Fin mars, le Front Moro Islamique de Libération a annoncé qu’il avait donné au gouvernement une liste de 12 000 combattants à déclasser, et le 25 avril, le conseiller présidentiel pour la paix a déclaré que ces noms avaient été donnés à l’Organe indépendant de déclassement (BID), a rapporté *MindaNews*. La BID, qui est présidée par la Turquie avec des représentants de la Norvège et du Brunei ainsi que quatre experts locaux, doit “vérifier, enregistrer et inventorier les combattants du MILF et leurs armes”. Les dossiers de la BID devraient être conservés et conservés dans les archives gouvernementales. <https://www.mindanews.com/top-stories/2019/04/decommissioning-of-12000-milf-members-may-be-finished-by-november/>

La Cour Suprême “a ordonné la diffusion des documents de police au sujet de milliers d’homicides de suspects dans la répression anti-drogue du président, dans une décision qui, selon les groupes de défense des droits de l’homme pourrait faire la lumière sur les allégations d’exécutions extrajudiciaires”, a signalé *Associated Press*. Le porte-parole de la Cour a déclaré que le solliciteur général du gouvernement doit fournir les archives au Centre non gouvernemental pour le droit international et au Groupe d’assistance juridique libre. “Plus de 5 000 suspects, pour la plupart pauvres, sont morts dans des prétendus combats d’armes à feu avec la police.” <https://apnews.com/b4f1653e558749f29862848d105d6bf6>

Roumanie. L’ancien président Ion Iliescu et d’autres anciens hauts responsables doivent être jugés pour avoir commandé le soulèvement de 1989 et pour avoir fomenté une atmosphère de chaos et de confusion pour prendre le pouvoir qui a entraîné de nombreux décès inutiles,” a rapporté *BIRN*. “L’acte d’accusation, écrit par les procureurs militaires qui ont rouvert l’enquête en 2016, comprend 12 volumes. Le dossier complet comprend 3330 volumes dont 2030 comprennent des preuves nouvelles recueillies après le 13 juin 2016.” La Cour Européenne des droits de l’homme a ordonné la réouverture. https://balkaninsight.com/2019/04/08/romania-indicts-former-officials-for-usurping-1989-revolution/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=71c3ee9291-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-71c3ee9291-319725265

Serbie. *BIRN* a rapporté que la Cour Supérieure de Belgrade a condamné quatre anciens employés des services de la Sûreté de l’État pour le meurtre en 1999 du journaliste Slavko Curuvija, un opposant déclaré au régime du président Slobodan Milosevic. L’affaire a débuté en 1995 et la cour inférieure a par deux fois tenté de “rejeter les preuves cruciales potentielles—archives des communications

téléphoniques entre les agents de la Sûreté” — mais “la décision a été annulée deux fois en appel.” https://balkaninsight.com/2019/04/05/serbia-convicts-state-security-officers-of-journalists-murder/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=d2e813d79c-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-d2e813d79c-319725265

Sierra Leone. Utilisant les archives coloniales britanniques de la traite qui “dans beaucoup de cas” incluent dans les descriptions “des dessins de cicatrices faciales faites par les Africains pour montrer leurs origines et leurs identités,” un chercheur Canadien de l’Université de Trent développe un programme pour reconnaître et cataloguer les cicatrices, a rapporté *PRI*. Les données seront transmises au centre international d’information “Enslaved,” qui doit être en ligne en 2020. Pendant ce temps, les Archives Nationales de Sierra Leone conservent les originaux dans leurs bâtiments “avec des vitres cassées, de fréquentes pannes de courant et pas d’air conditionné.” <https://www.pri.org/stories/2019-04-04/archivists-race-digitize-slavery-records-history-lost>

Sri Lanka. À la suite des horribles attentats à la bombe en série du 21 avril qui ont fait plus de 250 morts, le gouvernement a admis que deux semaines auparavant, l’Inde avait fourni des “renseignements spécifiques . . . identifiant la date, les lieux, la nature des attaques imminentes, le groupe d’auteurs et, en fait, l’identité des auteurs.” Le président Sirisena a déclaré que les Renseignements ne l’avaient pas contacté, ce qui soulève des questions sur la gestion des données au gouvernement. *South Asia Terrorism Portal* a remarqué que les agences de renseignement devraient avoir “toutes les factions” d’un groupe terroriste “bien documentées” et “l’absence totale de surveillance efficace et de collecte de renseignements sur ces organisations instables et les individus sont incompréhensibles, tout comme le manque de documentation, de reportage et de recherche en open source. L’État islamique a revendiqué la responsabilité de l’attentat, publiant des vidéos et des photographies des auteurs jurant allégeance au chef de l’EI Abu Bakr al-Baghdadi. <https://www.satp.org/second-sight-volume-1-no-39> ; <https://www.newsweek.com/sri-lanka-bombings-number-dead-falls-100-after-mutilated-bodies-counted-1407018>

Soudan. L’ONG *Physicians for Human Rights* (PHR) a publié le 5 avril un rapport dans lequel on peut lire : “À ce jour, la police et les forces nationales du renseignement et des services de sécurité sont entrées et ont mené des attaques contre au moins sept établissements médicaux, arrêtés au moins 136 membres du personnel de santé, tiré des gaz lacrymogènes et d’autres armes dans les services hospitaliers et fermé l’accès aux soins médicaux pour les patients.” Lors de la préparation du rapport, PHR “a cherché à trianguler les témoignages oculaires d’attaques avec des rapports d’autres témoins, des reportages et des séquences vidéo, des dossiers juridiques, des documents médicaux et d’autres sources pour produire des données suffisantes pour faire des évaluations”. Une semaine après la publication du rapport, le président Omar el-Béchar a été renversé; s’il est un jour utilisé, les informations contenues dans ce rapport que PHR a rassemblées aideront l’accusation. <https://phr.org/resources/intimidation-and-persecution-sudans-attacks-on-peaceful-protesters-and-physicians/>

Syrie. *Wired* a publié un article sur les équipes de “chercheur de corps” à Raqqa qui ouvrent des fosses communes et ré-enfouissent des restes qui ne peuvent pas être immédiatement identifiés. Les équipes utilisent *Google Maps*, *Google Earth*, des images satellites et des rapports oraux pour identifier les emplacements potentiels; quand ils trouvent une tombe, ils “utilisent Facebook et WhatsApp pour collecter et partager plus d’informations.” Les familles contactent les équipes via Facebook ou le bureau du Conseil civil de Raqqa. Les équipes portent un grand livre et des formulaires; chaque équipe prend note des détails des restes et remet les notes au Conseil “ qui les numérise et les garde lors du retour des familles.” [https://www.wired.com/story/body-pullers-syria/?CNDID=53684912&CNDID=53684912&bxid=MjcwMDU3MDMwNzYzS0&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be86af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&mbid=nl_040719_backchannel_list1_p1&source=BACKCHANNEL_NEWSLETTER&utm_br and=wired&utm_mailing=Backchannel%20NL%20040719%20Top%2050%20\(1\)&utm_medium=email&utm_source=nl](https://www.wired.com/story/body-pullers-syria/?CNDID=53684912&CNDID=53684912&bxid=MjcwMDU3MDMwNzYzS0&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be86af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&mbid=nl_040719_backchannel_list1_p1&source=BACKCHANNEL_NEWSLETTER&utm_br and=wired&utm_mailing=Backchannel%20NL%20040719%20Top%2050%20(1)&utm_medium=email&utm_source=nl)

Tunisie. *Justiceinfo.net* - a publié un entretien avec Sihem Bensedrine, le président de la Commission Vérité et Dignité récemment conclue. Interrogée sur les obstacles les plus difficiles à surmonter pour la Commission, elle a déclaré : “Je regrette beaucoup... notre manque douloureux de documents nécessaires pour montrer que le système tunisien était étonnamment comme celui de la Stasi [l’ancienne police politique est-allemande] dans la façon dont il a mis en place des réseaux de dénonciation. . . L’accès aux archives de la police politique nous aurait permis de montrer comment cette pratique déconstruit une société, la disloque et détruit les liens sociaux et familiaux. Les archives que nous avons

obtenues par l'intermédiaire de citoyens qui ont réussi à mettre la main sur des documents de police ne suffisent malheureusement pas à démontrer cette pratique prédatrice.” <https://www.justiceinfo.net/en/justiceinfo-comment-and-debate/in-depth-interviews/41158-sihem-bensedrine-france-and-the-world-bank-should-compensate-tunisian-victims.html>

Royaume-Uni. L'ONG *Unseen* a dirigé l'assistance téléphonique officielle britannique contre l'esclavage. Elle a dit que “l'assistance téléphonique a identifié plus de 7100 victimes potentielles et environ 1850 cas d'esclavage moderne” en 2018, “les deux représentant plus de la moitié des cas en 2017, a rapporté la fondation Thomson Reuters. “Seuls 10 des 320 cas potentiels d'abus de travail qui ont été référés à l'agence britannique contre l'esclavage ont abouti à des enquêtes” et seulement un cas a abouti à une arrestation. Les principaux sites d'esclavage sont “le lavage des voitures, les salons de beauté et de spa, les chantiers de construction, les exploitations agricoles et l'hôtellerie.” <http://news.trust.org/item/20190424161749-rqkw3/>

États-Unis. *USA TODAY*, avec plus de 100 salles de rédaction affiliées, et l'Institut Invisible non gouvernemental a passé plus d'un an à obtenir des dossiers disciplinaires de “plus de 700 organismes d'application de la loi ... s'est concentré en grande partie sur les 100 plus grands services de police ainsi que sur les grappes de petits ministères dans les régions environnantes, en partie pour examiner le déplacement des agents entre les ministères dans les régions. En fin de compte, ils ont recueilli “des dossiers de discipline et de reddition de comptes sur plus de 85 000 agents d'application de la loi “ et ont constaté que “la plupart des inconduites impliquent des infractions de routine, mais les archives révèlent ... 22 924 enquêtes sur des agents ayant recours à une force excessive, 3 145 allégations de viol, de pédophilie et d'autres inconduites sexuelles, et 2 307 cas de violence familiale commis par des agents.” <https://www.usatoday.com/in-depth/news/investigations/2019/04/24/usa-today-revealing-misconduct-records-police-cops/3223984002/>

Le Bureau du directeur du renseignement national a publié l'ensemble annuel de statistiques liées à la surveillance et a signalé que les fonctionnaires “ont demandé à la *National Security Agency* de démasquer l'identité des Américains dans les rapports de renseignement basés sur la surveillance 16 721 fois”, contre 9 529 en 2017. Selon le *Washington Post*, “Dans le cadre de la surveillance des communications à l'étranger, l'agence prend régulièrement les communications des personnes américaines, dont l'identité est 'masquée' dans les rapports qui circulent entre les agences gouvernementales, pour protéger leur vie privée. Si un organisme qui reçoit le rapport estime qu'il a besoin de savoir qui était la personne ou l'organisation, la NSA est invitée à “démasquer” l'identité. <https://www.stripes.com/news/us/nsa-reveals-more-us-identities-likely-to-warn-victims-of-foreign-spying-report-suggests-1.579075>

Le procureur général de l'État de Washington a annoncé que la chaîne hôtelière Motel 6 paiera 12 millions de dollars pour régler le procès de l'État contre la société “pour avoir volontairement fourni des listes des clients à des agents de l'immigration américaine et de l'application des douanes (ICE) sur une base routinière pendant plus de deux ans” (2015-2017) sans mandat “ou toute autre base légale”. Des informations ont été fournies sur environ 80 000 clients, résultant “dans de le cadre de l'enquête ciblée de l'ICE de nombreux clients avec des noms à consonance latine sur ou à proximité des propriétés Motel 6 où ils ont séjourné. Pour certains clients, les révélations du Motel 6 ont entraîné la perte de leur maison, de leur emploi et la séparation d'avec leur famille. ” L'amende paiera la restitution et les dommages-intérêts pécuniaires aux invités, qui sont invités à communiquer avec le bureau du procureur général; les éléments de preuve requis pour l'indemnisation n'ont pas été dévoilés. Le Motel 6, dans le cadre du règlement, est tenu de “fournir des records et d'autres rapports au Bureau du procureur général pour les trois prochaines années afin de démontrer la conformité avec le jugement”. <https://www.atg.wa.gov/news/news-releases/ag-ferguson-motel-6-will-pay-12m-violating-privacy-tens-thousands-washingtonians>

Yémen. *Human Rights Watch*, rendant compte des données issues du projet *Surveillant l'impact civil*, a déclaré que depuis 2018, “les mines terrestres posées dans les champs des fermes, dans les villages, les puits et routes ont tué au moins 140 civils, y compris 19 enfants, dans les gouvernorats de Hodeida et Taizz.” *Human Rights Watch (HRW)* a attribué tous ces morts principalement aux forces Houthi. HRW a déclaré à l'appui des données qu'elle “a interviewé des civils blessés par des mines terrestres ainsi que des civils fuyant les zones minées, des travailleurs humanitaires et un démineur du Centre exécutif d'action anti-mines du Yémen; elle a analysé des vidéos et des photographies recueillies dans le pays; et a examiné l'État Houthi et les médias militaires.” <https://www.hrw.org/news/2019/04/22/yemen-houthi-landmines-kill-civilians-block-aid>

Zimbabwe. Le gouvernement “a promis d’exhumer et de ré enterrer les corps de milliers de personnes tuées durant la campagne militaire dans les années 1980 destinée à écraser les dissidents” dans le Matabeleland, a rapporté *Associated Press*. “Un rapport de 1997 par la Commission Catholique sur la Paix et la Justice, à partir de plus de 1000 interviews, a déclaré que de 10 000 à 20 000 civils ont été tues.” Les archives militaires doivent contenir les informations relatives à la localisation. Le secrétaire au ministère de la Justice a déclaré que le gouvernement “aidera les personnes dont les parents sont morts dans la campagne pour obtenir des documents d'identité appropriés.”
<http://www.dailyjournal.net/2019/04/10/af-zimbabwe-mass-graves/>

Cours, publications. Le Centre International pour l'Étude de la Préservation et de la Restauration des Biens Culturels a annoncé un cours “Premiers secours au patrimoine culturel en temps de crise.” Date limite de dépôt des candidatures le 31 mai; pour plus d'informations voir <https://www.icrom.org/courses/first-aid-cultural-heritage-times-crisis-fac-2019>

Lectures recommandées: Préserver les langues indigènes par les archives digitales
<https://www.icrom.org/courses/first-aid-cultural-heritage-times-crisis-fac-2019>

Utilisant les images déclassifiées captures par les avions espions U2 pour étudier les sites archéologiques <https://fas.org/blogs/secrecy/2019/04/declass-u2-photos/>;
<https://www.cambridge.org/core/journals/advances-in-archaeological-practice/article/near-eastern-landscapes-and-declassified-u2-aerial-imagery/A16A04FB4990B74B9FF750DCCF31A141/core-reader>

La conférence Sedona et son groupe de travail 1 sur la conservation électronique des documents et la production a publié Commentaires sur les destructions défendables:
https://thesedonaconference.org/publication/Commentary_on_Defensible_Disposition

Procès International a publié *Universal Jurisdiction Annual Review*: https://trialinternational.org/wp-content/uploads/2019/03/Universal_Jurisdiction_Annual_Review2019.pdf

Le Groupe de Travail GAMAAC II (Action Global contre les Crimes de Masse Atroces) sur l’Afrique a publié , en collaboration avec le Comité National Ougandais pour la prévention du Génocide et des crimes de masse, sous l’égide de la Conférence internationale des Grands Lacs le Manuel sur les pratiques pour l’établissement et la gestion des mécanismes nationaux de prévention du génocide et des crimes de masse:
https://www.gaamac.org/information-platform-www/media/uploads/AWG_MANUAL_POST_GAAMAC_III_EN_09.04.19.pdf

Merci de partager avec nous! trudy@trudypeterson.com

Le groupe de travail sur les droits de l’homme est reconnaissant au magazine d’archives italien en ligne *Il Mondo Degli Archivi* d’assurer la gestion de la distribution des *Nouvelles HRWG*. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici: <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

(Traduction française : Rémi Dubuisson)